



**RÉGION ACADÉMIQUE
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

REGION ACADEMIQUE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

DIRECTION REGIONALE ACADEMIQUE DE LA POLITIQUE IMMOBILIERE DE L'ÉTAT.

SERVICES ACADEMIQUES CHARGES DE L'IMMOBILIER DE L'ÉTAT DES

ACADEMIES D'AIX-MARSEILLE ET DE NICE

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Étanchéité et isolation des toitures terrasses de la DSDEN des Alpes de Haute Provence à Digne les Bains

Mode de consultation

Procédure adaptée ouverte lancée en application des articles L2123.1 et R2123.1 à R2123.7
du Code de la Commande Publique

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date limite de remise des offres

Mardi 16 JUIN 2026 - 14h00

Le code CPV principal est :

45261420-4

Travaux d'étanchéification.

Le présent document comporte 16 pages

ARTICLE 1 – Objet de la consultation

1-1- Objet des prestations

La présente consultation concerne l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation de travaux d'étanchéité et d'isolation des toitures terrasses de la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale des Alpes de Haute Provence (DSDEN 04) située à Digne les Bains

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : 3 avenue du Plantas – 04 000 Digne les Bains

1-2- Consistance des travaux

L'opération prévue a pour projet de remplacer l'étanchéité et d'installer une isolation thermique au niveau des toitures terrasses du bâtiment de la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale des Alpes de Haute Provence, sis 3 avenue de Plantas à Digne.

L'ensemble des travaux prévus dans le cadre de la présente consultation sera réalisé avec le maintien en service de l'établissement.

L'opération est réalisée dans un bâtiment occupé.

Le descriptif détaillé des travaux à effectuer figure dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

1-3- Procédure

La présente consultation est passée en procédure adaptée ouverte en application des dispositions des articles L2123.1 et R2123.1 à R2123.7 du Code de la Commande Publique

Procédure adaptée ouverte avec publicité et mise en concurrence en une seule phase avec possibilité de négociation

La consultation fait l'objet d'une publicité nationale (BOAMP) avec mise en ligne du DCE sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

La présente consultation donne lieu à un marché public.

1-4- Intervenants

• Le maître d'ouvrage de l'opération est :
Monsieur le Recteur de la Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur, Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille

• La conduite d'opération est assurée par la Direction Régionale Académique de la Politique Immobilière de l'Etat – **(DRAPIE)**
Service académique chargé de l'Immobilier de l'Etat du Rectorat d'Aix-Marseille
Place Lucien Paye
13621 Aix en Provence cedex 1

- Maîtrise d'œuvre ou AMO : sans objet
- Contrôle technique : consultation en cours
- Mission CSPS coordonnateur sécurité, prévention de la santé: consultation en cours

ARTICLE 2 – Conditions de la consultation

2-1- Durée du marché

Date envisagée de démarrage des travaux : **SEPTEMBRE 2026**

Durée prévisionnelle des travaux : **6 mois** période de préparation de 2 mois non comprise.

2-2- Décomposition en tranches et en lots

Allotissement : sans objet

Suivant les articles L.2113-1 et R2113-1 à R2113-3 du Code de la commande publique, le choix de ne pas allotir le marché est motivé par la raison suivante : La scission en lots distincts de la prestation ne permet pas de répondre, de manière optimale à l'objectif dudit marché, lequel nécessite une cohérence d'ensemble dans l'exécution de la prestation. L'allotissement risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations

Tranches :

En application de l'article R2113-4 du CCP, il est prévu une décomposition en tranches avec :

Tranche ferme : Isolation et étanchéité toiture terrasse R+1

Tranche optionnelle 1 : Isolation et étanchéité toiture terrasse RDC

Le délai maximal d'affermissement de la tranche optionnelle par le Pouvoir Adjudicateur est **de 6 mois** à compter de la notification du marché (tranche ferme).

Abandon de la tranche – Non-respect du délai d'affermissement.

Le Pouvoir Adjudicateur a la possibilité de ne pas affermir la tranche optionnelle. En l'absence de décision portant sur l'affermissement de la tranche optionnelle dans le délai prévu, le titulaire se trouve dégagé de toute obligation pour ladite tranche. Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente ni de dédit.

2-3- Variantes – prestations complémentaires/alternatives

■ Le marché est ouvert aux variantes libres

Les candidats souhaitant présenter des variantes fourniront un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante proposée. Chaque sous-dossier particulier sera constitué de toutes les pièces de l'offre de base qui sont modifiées par la variante.

Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

Les variantes sont autorisées dans la mesure où :

- Elles proposent une solution plus économique que la solution de base, tout en satisfaisant à l'obligation de résultat recherché sans baisse du niveau des prestations.

- Elles sont dûment étayées techniquement et financièrement de manière à permettre de les comparer valablement à la solution de base.

La ou les variantes proposées ne devront pas dégrader le niveau de prestation décrite au CCTP et devront apporter une plus-value technique et/ou financière .

Si le candidat propose des variantes, il doit néanmoins obligatoirement remettre un dossier d'offre conforme à la solution technique de base décrite au C.C.T.P, et chiffrer les variantes dans l'annexe de l'acte d'engagement. L'absence d'offre conforme à la solution technique de base rend l'offre irrégulière.

■ Prestations supplémentaires éventuelles :

Les solutions techniques supplémentaires ou alternatives nommées « **PSE** » dans les documents de la consultation établis par la maîtrise d'œuvre doivent être également chiffrées.

Les candidats doivent chiffrer les PSE suivantes :

N°	Tranche	Prestation supplémentaire éventuelle
PSE 1	TF	Remplacement de 3 lanterneaux de désenfumage en toiture R+1
PSE 2	TF	Remplacement d'un lanterneau d'accès à la toiture R+1
PSE 3	TF	Fourniture et pose de 3 grilles anti intrusion, sur lanterneaux de désenfumage remplacés R+1
PSE 4	TF	Fourniture et pose d'une grille anti intrusion, sur lanterneau d'accès à la toiture remplacé R+1
PSE 5	TO1	Remplacement d'un lanterneau d'accès à la toiture RDC
PSE 6	TO1	Fourniture et pose d'une grille anti intrusion, sur lanterneau d'accès à la toiture remplacé RDC

Elles seront présentées avec l'offre de base et devront répondre aux mêmes qualités d'utilisation.

Les caractéristiques de chaque P.S.E. sont précisées au CCTP et DPGF
Le candidat est dans l'obligation de répondre à la P.S.E. dans son offre. A défaut, l'offre est considérée comme irrégulière.
Après examen de celle-ci, le Pouvoir Adjudicateur décide ensuite s'il souhaite la retenir pour l'exécution du marché.
Si le Pouvoir Adjudicateur retient la P.S.E., le titulaire devra alors exécuter celle-ci conformément aux documents contractuels.

2-4- Visite obligatoire sur site :

Les candidats devront effectuer une visite des lieux d'exécution afin d'appréhender l'ensemble des difficultés qui pourraient impacter leur proposition et conditions d'exécution. Par ailleurs, les candidats pourront, à l'issue de la visite, proposer dans leur offre, des solutions techniques variantes portant sur les modalités techniques de réalisation des travaux. Dès lors ces propositions variantes doivent être distinctes de la solution de base et détaillées sur plan technique et financier.

Les modalités précises de visite (date, horaire et lieu précis de rendez-vous) seront déterminées en concertation avec le référent technique de la DRAPIE au Rectorat d'Aix-Marseille
A priori le point de rendez-vous sera devant l'accueil de la DSDEN 04

► adresser un e-mail au moins 48h00 (hors week-end et jours fériés) avant la date envisagée à sebastien.gaudin@region-academique-paca.fr

Plus de visite possible durant les 5 jours calendaires précédant la date limite de remise des offres

Le candidat est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour l'exécution de sa prestation. En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, le candidat doit relever sur place, tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire. Il reconnaît également avoir reçu toutes les indications qui lui sont nécessaires pour réaliser ses prestations.

Par conséquent, le Titulaire du marché ne peut en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du chantier. Il est précisé que cette visite présente un caractère obligatoire pour la recevabilité des offres

2-5-Contenu du DCE

- Le cadre d'acte d'engagement et son annexe DC4 (en cas de sous-traitance déclarée à l'offre)
- Le CCAP n°1 du 11 mai 2026
- les formulaires DC1 et DC2 (à remettre dans le sous dossier candidature)
- le modèle d'attestation de visite du site
- le présent règlement de consultation et son annexe 1 relative à la dématérialisation
- l'AAPC publié au BOAMP
- le CCTP
- la DPGF (en format xls et pdf)
- Carnet de plans Elévation DSDEN04
- Plans repérage terrasses et surfaces
- Diagnostics :
 - DTA 2020 avant travaux
 - Sondages complexes étanchéité (2 documents)

2-6-Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres (ou en cas de négociation à compter de la date limite de la dernière offre remise en négociation).

En cas de report de cette date limite, ce délai court à partir de cette nouvelle date.

Pendant toute cette période le candidat ne pourra se soustraire à ses engagements, l'acte d'engagement constituant une promesse unilatérale de contrat à laquelle la signature par le Pouvoir Adjudicateur donne force de contrat et dont la notification rend l'acte exécutoire et opposable au co-contractant.

Au-delà du délai de validité, les candidats seront libérés de leur engagement

En participant à cette consultation, le candidat s'engage sur l'offre technique et financière qu'il présente.

S'il est déclaré attributaire, il devra signer l'acte d'engagement qui lui sera présenté par le représentant du pouvoir adjudicateur lors de l'attribution du marché

2-7-Forme juridique de l'attributaire

Les candidats peuvent présenter une offre soit en qualité de d'entreprise individuelle soit en qualité de groupement d'entreprises (groupement solidaire ou groupement conjoint avec mandataire solidaire)

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement au stade de la passation du marché.

La forme du groupement sera précisée par les candidats sur l'acte d'engagement ainsi que le nom de l'entreprise mandataire. Ces indications devront être cohérentes avec les informations contenues dans la lettre de candidature (DC1).

S'il s'agit d'un groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire des autres membres du groupement.

Les candidats sont informés qu'en cas de candidatures en groupement, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public, sauf dans les cas prévus aux articles R.2142-3 et R.2142-26 du code de la commande publique et sous réserve de l'accord de l'Acheteur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

2-8-Sous traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles L2193-1 à L2193-3 du CCP et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

A noter que dans ce cadre, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément à l'article R.2193.1 du CCP, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant. (DC2 complété)

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4.

En cas de présentation de sous-traitant à la remise de l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

ARTICLE 3 –Dossier de consultation des entreprises : modalités de retrait, modifications du DCE, questions

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

3.1 Retrait du dossier de consultation

Le retrait du DCE se fait par téléchargement sur le profil acheteur

a) Retrait du dossier de consultation

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État « PLACE» (profil acheteur) <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une aide en ligne est disponible sur le site.

Il ne sera pas transmis de DCE sous forme électronique, ni de DCE en « Version papier ».

Référence publique de la présente consultation **DSDEN04TOITURE**

LIEN DIRECT

Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2997343&orgAcronyme=f0g>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais. La plateforme Marchés Publics devenant le biais privilégié de l'ensemble des échanges et communications, il est impératif de renseigner une adresse électronique permettant une veille régulière

Afin d'être informé des échanges, le candidat doit vérifier que l'adresse des échanges avec le profil d'acheteur, « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr », est accessible ou mise sur la liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans l'entreprise et s'assurer que les courriels provenant de cette plateforme/profil acheteur ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de sa messagerie électronique.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles

Tout candidat ayant retiré un DCE sur la plateforme de dématérialisation de façon anonyme ne s'être identifié, ne saurait contester le fait de ne pas avoir reçu les informations complémentaires qui pourront – en cours de consultation – être apportées, dès lors que du fait de son anonymat, celles-ci n'auraient pu lui être transmises

3.2 Changement de détail du dossier de consultation des entreprises

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard **8 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Les candidats en sont informés par le biais du portail acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/> Les candidats devront alors répondre sur la base d'un dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Attention : Les candidats ayant choisi de ne pas s'identifier lors du téléchargement du DCE ne recevront pas d'alerte les informant de ces éventuelles modifications du DCE.

3.3 Date limite de dépôt de question

Les candidats peuvent poser des questions sur la consultation en cours de procédure jusqu'à **8 jours** calendaires avant la date limite de remise des plis. *Au-delà de cette date le Rectorat se réserve la possibilité de ne pas répondre aux demandes de renseignements complémentaires, en considérant qu'elles n'ont pas été transmises en temps utile*

→ par l'intermédiaire de la plateforme interministérielle PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/> sous la référence publique **DSDEN04TOITURE**

Lien direct

Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2997343&orgAcronyme=f0g>

cliquer sur l'onglet situé à droite « Accéder à la consultation » puis onglet 2 « Question » et onglet « Poser une question »

Selon le nombre de questions, un ou plusieurs compte-rendu apportant les réponses aux différentes questions posées sera/seront diffusé(s) par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant téléchargé le DCE (en s'identifiant) : le dernier compte rendu sera diffusé au plus tard **7** jours calendaires avant la date de remise des offres.

Nota : Si au cours de la procédure, une prolongation de la date limite de réception des plis est effectuée, le Rectorat indiquera aux entreprises, le cas échéant, la nouvelle date limite pour poser des questions.

ARTICLE 4 – Modalités de présentation des offres dématérialisées

Les offres sont constituées d'un dossier de candidature ainsi que d'un dossier d'offre technique et financière. Le dossier comprendra donc :

4.1 Pièces à remettre au titre de la candidature :

- les formulaires DC1 et DC2 complétés (dont § F du DC2 pour chiffres d'affaires)



Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux)

Le Chiffre d'Affaires des 3 années précédentes devra être supérieur à 1,5 fois le montant estimé des travaux objet de la présente consultation.

- Pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- *La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire*
- Les principales références pour des opérations similaires exécutées au cours des 5 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants ;
- moyens humains de l'entreprise : les effectifs seront donnés par qualification professionnelle et par fonction afin de juger l'adéquation des moyens humains au domaine du marché ; les compétences devront ressortir clairement.
- moyens techniques de l'entreprise (Outillage, Matériel, équipement technique ; logiciels...).
- Les certificats de qualifications professionnelles en cours de validité en adéquation avec l'objet du marché, délivrés par un organisme indépendant ou équivalent ou document équivalent, la preuve de ces capacités pouvant être apportée par tout autre moyen attestant de sa compétence à réaliser les missions
A défaut de produire un certificat de qualification professionnelle, l'entreprise pourra alors faire état de ses références professionnelles.
- RIB de l'entreprise (en correspondance avec références bancaires portées sur l'AE)

En cas de groupement, chaque membre produira les pièces listées ci-avant à l'exception du DC1 : pour ce qui est des exigences en matière de chiffre d'affaires l'appréciation de celles-ci seront globale au sein du groupement.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants par ex.) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Cas des Entreprises de création récente

Si le candidat, de création récente, est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité, l'un des renseignements ou documents demandés par l'acheteur public, il peut prouver sa capacité à exécuter le marché public

Allégement des formalités de candidature

■ Les candidats auront la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser à cet effet, dans leur dossier de candidature,
 - o d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
 - o et d'autre part, l'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

■ Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature,
 - o d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
 - o et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès à ces documents est gratuit.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Le candidat est libre d'ajouter à ce dossier dès le stade de l'appel d'offres ses attestations fiscales et sociales, un extrait KBIS, la/les attestations d'assurance de responsabilité civile, professionnelle, décennale en cours de validité, sachant que ces documents seront ensuite exigés de l'attributaire du marché

4.2 Pièces à remettre au titre de l'offre :

■ l'acte d'engagement complété avec le cas échéant le DC4 complété relatif à la présentation d'un sous-traitant

*Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux.*

*En cas de **sous-traitance**, l'annexe à l'AE portant déclaration de sous-traitance dûment sera renseignée et sera accompagné de l'ensemble des pièces administratives du sous-traitant, tels que demandés au candidat au titre de la présente consultation. Si le candidat envisage de sous-traiter une partie du marché public, sans avoir arrêté avec quel sous-traitant il entend précisément exécuter le présent marché public, il transmet une liste exhaustive des entreprises auprès desquelles il est susceptible de sous-traiter une partie des prestations du présent marché public.*

L'offre, qu'elle soit présentée par un candidat individuel ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer la prestation (et le montant) pour laquelle la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécutera à la place du titulaire, sauf lorsque ce montant est inférieur à 600 euros TTC.

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

*L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de **l'avance** prévue à l'article 87 du CCAP, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.*

- le cadre DPGF complété.
- La DPGF doit être transmise en version PDF et en version modifiable .xls.
- Toute DPGF résultant d'un modèle établi par le candidat rend l'offre du candidat irrégulière.
- Toutes les lignes du document « DPGF » doivent être remplies, même si le montant est nul.

■ **un mémoire technique comportant les éléments indiqués au § 6 ci après (voir détails sous-critères « valeur technique »)**

Ce mémoire ne devra pas excéder 6 pages recto-verso (**hors annexes telles que fiches techniques ou fiches produits par exemple**). Ce document représentera une pièce majeure dans le jugement de la valeur technique de l'offre et aura valeur contractuelle. La qualité et la précision du mémoire technique permettront, notamment, de vérifier que le candidat a apprécié les difficultés liées au contexte des travaux.

Il pourra aussi être annexé à ce mémoire tous documents permettant de valoriser sa haute technicité (qualifications, références d'opérations similaires, ...),

- l'attestation de visite OBLIGATOIRE du site

■ Autre document non destiné au jugement de l'offre : le/les relevé(s) d'identité bancaire ou postal correspondant(s) à/aux raison(s) sociale(s) et à la domiciliation (s) indiquées dans l'acte d'engagement.

En cas de présentation de variante(s) à l'initiative des candidats :

Les candidats qui souhaitent présenter des variantes fourniront en complément à l'offre de base un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent

Chaque sous-dossier particulier sera constitué de toutes les pièces de l'offre de base qui sont modifiées par la variante.

Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges. Les variantes proposées devront être conformes avec les critères techniques et architecturaux du projet.

Les candidats qui souhaitent présenter une variante devront fournir les justificatifs nécessaires à l'examen et à la compréhension de ces variantes. (Fiches Techniques, détails, PV, calculs...)

ARTICLE 5 – Conditions de remise des offres

L'offre à remettre sera entièrement rédigée ou traduite en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

Il n'est pas demandé aux candidats de renvoyer signé l'ensemble des documents composant le dossier de consultation. Le fait d'avoir transmis une réponse atteste que le candidat a pris connaissance de tous les documents du marché et l'engage.

Les candidats remettront leur offre **dématérialisée** sur le site de la plate-forme des achats de l'Etat – **PLACE** (profil acheteur) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> Référence de la consultation **DSDEN04TOITURE**

Lien direct

Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2997343&orgAcronyme=f0g>

Remarque : La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire à ce stade de la consultation. L'administration pourra demander à l'entreprise retenue à l'issue de la consultation de signer son acte d'engagement. Si le candidat choisit de signer son offre (acte d'engagement) lors du dépôt dématérialisé sur PLACE, il utilisera un certificat de signature électronique de type RGS**, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et signera uniquement l'Acte d'engagement.

[Voir plus de détails sur la dématérialisation en annexe 1 au RC](#)

ARTICLE 6 – Examen et sélection des candidatures

Les services du Pouvoir Adjudicateur vérifient les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. Cette vérification est effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-3 à R. 2144-5 du Code de la Commande Publique .

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à concurrence et dans le présent document.

Le Pouvoir Adjudicateur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Si le candidat n'a pas fourni les documents dans le délai imparti, il peut déclarer sa candidature irrecevable et le candidat est éliminé.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché. Cette vérification peut être effectuée au plus tard avant l'attribution du marché.

Les candidatures sont sélectionnées au regard du niveau de capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières qui doivent être suffisantes pour pouvoir répondre à la consultation. Le candidat doit donc apporter des éléments précis concernant ces informations.

En cas de groupement, l'appréciation de ces capacités est globale.

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen notamment :

- Un descriptif des effectifs du candidat ;
- Des références de travaux réalisées au cours des 5 dernières années (datées et chiffrées) en rapport et proportionnées avec l'objet du marché, attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate ;
- Tous les justificatifs et des déclarations faites par le candidat, ses cotraitants et sous-traitants éventuels

En cas de sous-traitance, l'entreprise ne pourra procéder à l'exécution des prestations sous-traitées que lorsque le DC4, acte spécial, sera signé des deux parties, et notifié par le pouvoir adjudicateur pour acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans ce cadre, l'attention du titulaire est attirée sur sa responsabilité personnelle de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

ARTICLE 7 – Jugement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur examinera l'offre de base, ainsi que les variantes éventuelles, pour établir un classement.

L'analyse portera sur l'ensemble des tranches.

Plusieurs classements seront effectués afin de prendre en compte les PSE

Après analyse détaillée conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur qui se prononcera alors aussi sur la validation d'une ou plusieurs PSE.

Les critères pondérés de jugement des offres sont les suivants :

Le prix des prestations : 50 %

Les notes « prix » des différents candidats seront attribuées en fonction de l'offre du moins disant (sous réserve qu'elle soit conforme et qu'elle ne soit pas jugée anormalement basse)
Celui-ci obtiendra la note maximale sur le critère prix. La note des autres candidats sera déterminée par application de la formule suivante :

$$\text{Offre la moins disante} \times 50 / \text{Offre du candidat}$$

Offre du candidat = montant total de la DPGF en € HT

La valeur technique exprimée au travers du mémoire technique : 50 % avec :

• **Sous Critère technique n°1 noté sur 15 points : ORGANISATION DU CHANTIER ET MOYENS HUMAINS AFFECTES**

• **Sous Critère technique n°2 noté : sur 15 points : METHODOLOGIE D'ORGANISATION (phases , coordination, sécurité...)**

• **Sous Critère technique n°3 noté sur 20 points : PERTINENCE DES MATERIELS ET PRODUITS PROPOSES**

■ Si une offre lui paraît anormalement basse, le Rectorat demandera au candidat d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le candidat ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le candidat se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

■ En cas de discordance dans une offre, l'indication en lettres, hors TVA, figurant à l'article « Prix » de l'acte prévaudra sur toutes les autres indications.

■ Lors de l'analyse des offres, pour toutes anomalies, erreurs purement matérielles ou omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire entraînant une augmentation ou une diminution du montant, l'entreprise sera interrogée par écrit (transmis par voie électronique). En l'absence de réponse ou en cas de refus, l'offre sera éliminée comme non cohérente.

■ Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le prix global forfaitaire ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation. Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition du prix global et forfaitaire ; en cas de refus, son offre sera éliminée en raison de son incohérence.

■ Il pourra être demandé aux candidats de préciser la teneur de leur offre, conformément à l'article R.2161-5 du code de la commande publique. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation, ni à une modification de l'offre.

■ Le maître d'ouvrage et le candidat retenu pourront procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne pourra avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

■ Le Pouvoir Adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés par écrit.

ARTICLE 8 – Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les **trois premiers candidats** arrivés en tête du classement à l'issue d'une première analyse selon les critères de jugement des offres définis au présent règlement. Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères annoncés n'atteint pas ce minimum, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre la procédure avec le ou les candidats ayant les capacités requises.

La négociation peut être engagée par courrier électronique ou à l'occasion d'un entretien en « visio » avec les candidats, au choix du pouvoir adjudicateur. L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de communiquer une adresse électronique valide

En cas de rencontre avec les candidats en visioconférence, les demandes de précision seront transmises au candidat en amont de l'entretien de négociation. Les candidats seront conviés à cet entretien au minimum 2 jours avant la date fixée pour la réunion.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des caractéristiques des offres des entreprises et du besoin exprimé par le pouvoir adjudicateur dans les documents constitutifs du dossier de consultation à l'exclusion des caractéristiques identifiées comme des exigences minimales et des critères d'attribution définis ci-avant.

Ces négociations porteront sur tous les aspects du marché notamment sur :

- le contenu du mémoire technique du candidat,
- l'organisation et compétences de l'entreprise
- les conditions d'exécutions des prestations
- la compréhension des contraintes et objectifs du projet et de la maîtrise d'ouvrage
- l'offre financière,

La négociation sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les participants. A cette fin, le maître d'ouvrage s'abstiendra de donner toute information susceptible d'avantager certains participants par rapport à d'autres. Il respectera l'obligation de confidentialité, le respect de la propriété intellectuelle et le savoir-faire des candidats.

Pendant la phase de négociation, le pouvoir adjudicateur peut également adresser aux participants, des questions écrites destinées à leur faire clarifier ou préciser certains points de leur offre. Les participants sont tenus de transmettre leur réponse dans le délai et selon les modalités fixées par le pouvoir adjudicateur.

Il ne sera pas fait application de l'article R 2161.18 du CCP prévoyant une avec négociation en phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier

A l'issue des négociations, les candidats devront confirmer par mail les engagements/éléments avancés lors de la négociation et les offres finales seront analysées sur la base des critères initiaux de sélection.

En cas de non réponse d'un candidat dans les délais prévus dans la phase de négociation, le pouvoir adjudicateur retiendra, de droit, les conditions arrêtées dans l'offre initiale de ce même candidat pour établir son comparatif.

Le résultat des négociations participera à l'évaluation finale des offres. Le résultat des négociations pourra faire l'objet d'une mise au point avec le candidat retenu avant la notification du marché en application de l'article R2152.13 du CCP. Le candidat retenu devra fournir en original les documents liés aux engagements/éléments avancés lors de la négociation.

Toutefois, au regard des offres reçues et de leur analyse détaillée et conformément à l'article R.2123.5 du Code de la Commande Publique le Pouvoir Adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négocier (sous réserve qu'elles soient appropriées et qu'elles ne soient pas déclarées anormalement basses) ; Il est donc dans l'intérêt des candidats d'optimiser leur offre initiale. Le Rectorat attend donc des candidats leur meilleure proposition dès la remise des offres.

ARTICLE 9 - Régularité de la situation de l'attributaire

Conformément aux critères décrits à l'article 7 ci avant, l'offre la mieux-disante est retenue à titre provisoire.

Le candidat déclaré attributaire devra alors produire les documents justificatifs dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur (attestations fiscales et sociales, attestation(s) assurance, extrait KBIS ...)

9.1 Utilisation de la plateforme APROVALL (ex e-attestations) après attribution du marché et en cours d'exécution

APROVALL est une plateforme de collecte et de vérification des certificats et attestations requis au titre de la réglementation pour la signature des marchés et lors de leur exécution.

Le **Rectorat** met gratuitement à disposition la plateforme en ligne **APROVALL** afin de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'**APROVALL** est **gratuite** et permettra de déposer régulièrement, et en toute **sécurité**, les attestations et documents demandés par le **Rectorat** durant l'exécution de marchés.

Le principe est le suivant : la centralisation de vos documents administratifs sur une plateforme internet sécurisée.

La plateforme e-attestations permet aux entreprises de mutualiser la remise des documents justificatifs exigibles des attributaires de marché aux différents donneurs d'ordre utilisant ce site.

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés ; par ailleurs la plateforme garantit la confidentialité des documents déposés.

- si le candidat individuel ou un ou plusieurs membres du groupement attributaire sont déjà inscrits sur **APROVALL** : le candidat individuel ou chaque membre concerné recevra suite à l'attribution du marché la ou les pièces à compléter pour la mise à jour de son dossier sur **APROVALL**
- si le candidat individuel ou un ou plusieurs membres du groupement attributaire ne sont pas encore inscrits sur **APROVALL** : le candidat individuel ou chaque membre concerné recevra suite à l'attribution du marché une invitation par email lui permettant de créer un compte sur la plateforme

L'attributaire veillera notamment à ce que les attestations d'assurance en cours de validité soient déposées sur cette plateforme avant la notification du marché.

9.2 Autres documents à remettre après attribution

- le cas échéant, l'acte d'engagement et ses annexes, daté et signé
- le CCAP et le CCTP visés
- le cas échéant, la/les déclaration(s) de sous-traitance complétée, datée(s) et signée(s).
- le cas échéant, tout document complémentaire (mise au point notamment) demandé par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- le cas échéant certaines pièces complémentaires transmises en cours de consultation.
- si non remis à l'offre : le/les RIB originaux avec libellé(s) en correspondance avec celui/ceux figurant à l'acte d'engagement

La production des pièces mentionnées dans le présent article ne devra pas excéder 10 jours calendaires à compter de la date d'accusé réception de la demande écrite transmise par les services du maître d'ouvrage. En cas d'incapacité à produire ces pièces son offre sera rejetée ; le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

ARTICLE 10 – Points de contact (pour questions : cf article 3.3 du présent RC)

Référent technique du maitre d'ouvrage

Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille
D.R.A.P.I.E.
Place Lucien Paye
13621 Aix en Provence Cedex 1

Chargé d'opération : Sébastien GAUDIN **référent technique et opérationnel**

Tél. 04 42 91 75 42
MEL sebastien.gaudin@region-academique-paca.fr
Port. 06 13 30 96 54

Référent administratif -Bureau des Marchés DRAPIE

Laurence MASSA
laurence.massa@region-academique-paca.fr
Tél. 04 42 91 71 49

ARTICLE 11 – Recours

Le présent marché est régi par le droit français. Les litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché seront soumis au tribunal administratif de Marseille.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Marseille - 31 rue Jean François LECA - 13002 MARSEILLE

Tél. : 04 91 13 48 30 - Fax : 04 91 81 13 87

E-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Site internet <http://marseille.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

Organe chargé des procédures de médiation : Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des litiges en matière de Marché publics (CCIRAL)

Préfecture de Région PACA - Secrétariat Général pour les Affaires Générales –

Place Felix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille cedex 6

Tél. : 04 84 35 45 54

Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Éducation nationale_110 rue de Grenelle_75357
Paris SP 07_Accueil téléphonique Tél. : 01.55.55.10.10

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du Tribunal Administratif de Marseille